

(Stratégie à l'égard de la Chine:) poursuivre instamment le dialogue

19.03.2021

D'un coup d'oeil

L'émergence de la Chine en tant que grande puissance modifie les rapports de force à l'échelle mondiale. Le Conseil fédéral en a pris acte et présente une nouvelle stratégie pour faire face aux opportunités et aux risques pour la Suisse. **economiesuisse** soutient son orientation, qui repose sur un dialogue fort.

En devenant une grande puissance, la Chine et son régime autoritaire sont entrés en concurrence systémique avec les pays occidentaux, ce qui suscite de plus en plus d'irritation. La Suisse pourra continuer à s'affirmer dans ce champ de tension à condition de défendre fermement ses valeurs. Dans la stratégie qu'il a présentée, le Conseil fédéral affirme à juste titre que la relation avec la Chine doit être cohérente par rapport à la politique à l'égard d'autres pays, et constante sur la durée. Traiter l'empire du Milieu différemment d'autres États aurait des conséquences funestes. La Suisse ne pourrait plus affirmer qu'elle est neutre dans sa politique extérieure. Or c'est un des atouts les plus précieux pour un État comme le nôtre qui doit s'affirmer au moyen d'arguments, et non grâce à son pouvoir sur les marchés ou sa puissance militaire.

La Suisse pourra obtenir des concessions dans les domaines politiques, humanitaires et économiques à condition de maintenir le dialogue avec la Chine. Cette approche correspond à la culture suisse de médiation et de rapprochement, aux antipodes des sanctions unilatérales et des boycotts. *economiesuisse* soutient également les efforts déployés par le Conseil fédéral pour renforcer les accords internationaux et les organisations internationales dans le but de parvenir à un changement souhaité. De nombreuses organisations internationales ayant leur siège à Genève, la Suisse est également une importante plateforme de dialogue qu'il faut renforcer. Cela est dans l'intérêt de la Suisse, en tant qu'État avec un marché de petite taille, mondialement interconnecté et orienté vers l'exportation.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction